

Jeudi 25 janvier 2024
Le Mans devant la Préfecture
18h

Rassemblement contre la loi Asile Immigration

Après la manifestation du 22 décembre, après la manifestation de ce dimanche 21 janvier -qui a rassemblé plus de 1000 personnes au Mans, -qui a mis en actes l'unité d'une vingtaine d'organisations syndicales, politiques, et associatives,

les mêmes organisations appellent ensemble à poursuivre la mobilisation à l'occasion de la publication de la décision du Conseil Constitutionnel ce 25 janvier.

AU PROGRAMME :

- 3 prises de paroles unitaires : celle du collectif syndical, celle du collectif politique et celle du collectif associatif.
- Témoignages d'exilé-es, d'élu-es.
- Opéra improvisé par le monde de la poésie, du théâtre et de la musique, avant, entre, et après les prises de parole et témoignages prévus.
- Réaction commune à l'annonce

Présent-es lors de la réunion d'organisation (liste beaucoup plus large de soutien):

La Confédération Française et Démocratique des Travailleurs, Europe Ecologie et les Verts, le Parti Socialiste, Emmaüs, la Cimade, la Confédération Générale du Travail, Réseau Education Sans Frontières, la Ligue des Droits de l'Homme, la Fédération Syndicale Unitaire, Le Parti Communiste Français, La France Insoumise, Sud Education, Union Nationale des Etudiants de France, Association Fédérative des Jeunes et Etudiants du Mans.

TEXTE COMMUN D'APPEL

Dans notre diversité d'idées, d'engagements, de professions, nous exprimons notre grande inquiétude après le vote de la loi dite « asile-immigration ». C'est un tournant dangereux dans l'histoire de notre République.

D'abord parce que cette loi ne répond pas aux causes de l'exil forcé d'hommes, de femmes, d'enfants fuyant les guerres ou le réchauffement climatique, ni aux défis de l'accueil dans la dignité, ni au défi de la définition d'une politique digne et humaine d'intégration.

Ensuite, parce qu'elle a été rédigée sous la dictée des marchands de haine qui rêvent d'imposer à la France leur projet de « préférence nationale ». Elle torpille les piliers porteurs de

notre pacte républicain, hérité du Conseil national de la Résistance.

Elle s'attaque ainsi au droit du sol autant qu'aux droits fondamentaux proclamés par la Constitution : au travail, à l'éducation, au logement, à la santé... Ce faisant, tous et toutes, Français-es autant qu'étranger-es, nous nous trouvons menacé-es.

Victor Hugo écrivait :
« Étouffez toutes les haines, éloignez tous les ressentiments, soyez unis, vous serez invincibles. »

Soucieux-ses de rassemblement et de solidarité plutôt que de division sans fin de notre société, nous demandons au Président de la République de ne pas promulguer cette loi.